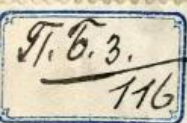


11242
P. M. Br.
ACTE CONSTITUTIONNEL

PRÉCÉDE



DE LA DÉCLARATION

DES DROITS DE L'HOMME
ET DU CITOYEN;

Présenté au Peuple français par la Convention
nationale, le 24 Juin 1793, l'an deuxième
de la République.

Charles Pigeat 44.



A PARIS, 1793.

Konstitution der Franzosen.

Französisch und Deutsch.

Dem Französischem Volke von dem National-
konvente, am 24. Jun. 1793, im 2ten Jahre
der Republik, vorgelegt.

Strasburg, 1793.

Da — Deutsche — richtet! —

DECLARATION
DES DROITS DE L'HOMME
ET DU CITOYEN.

Le Peuple Français convaincu que l'oubli et le mépris des droits naturels de l'homme sont les seules causes des malheurs du monde, a résolu d'exposer dans une déclaration solennelle ces droits sacrés et inhaliénables, afin que tous les citoyens, pouvant comparer sans cesse les actes du gouvernement avec le but de toute institution sociale, ne se laissent jamais opprimer et avilir par la tyrannie; afin que le peuple ait toujours devant les yeux les bases de sa liberté, de son bonheur, le magistrat la règle de ses devoirs, le législateur l'objet de sa mission.

En conséquence, il proclame, en présence de l'Etre suprême, la déclaration suivante des droits de l'homme et du citoyen.

Article Premier.

Le but de la société est le bonheur commun.

I. Le gouvernement est institué pour garantir à l'homme la jouissance de ses droits naturels et imprescriptibles.

II. Ces droits sont, l'égalité, la liberté, la sûreté, la propriété.

III. Tous les hommes sont égaux par la nature et devant la loi.

IV. La loi est l'expression libre et solennelle de la volonté générale; elle est la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse; elle ne peut ordonner que ce qui est juste et utile à la société: elle ne peut défendre que ce qui lui est nuisible.

V. Tous les citoyens sont également admissibles aux emplois publics. Les peuples libres ne connaissent d'autres motifs de préférence dans leurs élections que les vertus et les talens.

VI. La liberté est le pouvoir qui appartient à l'homme de faire tout ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui: elle a pour principe, la nature; pour règle, la justice; pour sauve-garde, la loi; sa limite morale est dans cette maxime, ne fais à un autre ce que tu ne veux pas qu'il te soit fait.

VII. Le droit de manifester sa pensée et ses opinions, soit par la voie de la presse, soit de toute autre manière; le droit de s'assembler paisiblement,

le libre exercice des cultes, ne peuvent être interdits.

La nécessité d'énoncer ces droits suppose ou la présence, ou le souvenir récent du despotisme.

VIII. La sûreté consiste dans la protection accordée par la société à chacun de ses membres, pour la conservation de sa personne, de ses droits et de ses propriétés.

IX. La loi doit protéger la liberté publique et individuelle contre l'oppression de ceux qui gouvernent.

X. Nul ne doit être accusé, arrêté, ni détenu, que dans les cas déterminés par la loi et selon les formes qu'elle a prescrites; tout citoyen appelé ou saisi par l'autorité de la loi doit obéir à l'instant; il se rend coupable par la résistance.

XI. Tout acte exercé contre un homme hors des cas et sans les formes que la loi détermine, est arbitraire et tyrannique: celui contre lequel on voudrait l'exécuter par la violence, a le droit de le repousser par la force.

XII. Ceux qui solliciteraient, expédieraient, signeraient, exécuteraient ou feraient exécuter des actes arbitraires, sont coupables et doivent être punis.

XIII. Tout homme étant présumé innocent, jusqu'à ce qu'il ait été déclaré coupable, s'il est jugé indispensable de l'arrêter, toute rigueur qui ne



serait pas nécessaire pour s'assurer de sa personne, doit être sévèrement réprimée par la loi.

XIV. Nul ne doit être jugé ni puni, qu'après avoir été entendu ou légalement appelé, et qu'en vertu d'une loi promulguée antérieurement au délit. La loi qui punirait des délits commis avant qu'elle existât serait une tyrannie : l'effet rétroactif donné à la loi, serait un crime.

XV. La loi ne doit décerner que des peines strictement et évidemment nécessaires ; les peines doivent être proportionnées au délit et utiles à la société.

XVI. Le droit de propriété est celui qui appartient à tout citoyen, de jouir et de disposer à son gré de ses biens, de ses revenus, du fruit de son travail et de son industrie.

XVII. Nul genre de travail, de culture, de commerce, ne peut être interdit à l'industrie des citoyens.

XVIII. Tout homme peut engager ses services, son tems ; mais il ne peut se vendre ni être vendu. Sa personne n'est pas une propriété aliénable. La loi ne reconnaît point de domesticité ; il ne peut exister qu'un engagement de soins et de reconnaissance entre l'homme qui travaille et celui qui l'emploie.

XIX. Nul ne peut être privé de la moindre portion de sa propriété, sans son consentement, si ce n'est lorsque la nécessité publique légalement con-

statée l'exige, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité.

XX. Nulle contribution ne peut être établie que pour l'utilité générale. Tous les citoyens ont droit de concourir à l'établissement des contributions, d'en surveiller l'emploi, et de s'en faire rendre compte.

XXI. Les secours publics sont une dette sacrée. La société doit la subsistance aux citoyens malheureux, soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'exister à ceux qui sont hors d'état de travailler.

XXII. L'instruction est le besoin de tous. La société doit favoriser de tout son pouvoir les progrès de la raison publique, et mettre l'instruction à la portée de tous les citoyens.

XXIII. La garantie sociale consiste dans l'action de tous, pour assurer à chacun la jouissance et la conservation de ses droits : cette garantie repose sur la souveraineté nationale.

XXIV. Elle ne peut exister, si les limites des fonctions publiques ne sont pas clairement déterminées par la loi, et si la responsabilité de tous les fonctionnaires n'est pas assurée.

XXV. La souveraineté réside dans le peuple. Elle est une et indivisible, imprescriptible et inaliénable.

XXVI. Aucune portion du peuple ne peut exercer la puissance du peuple entier ; mais chaque section du souverain assemblée doit jouir du droit d'exprimer sa volonté avec une entière liberté.

XXVII. Que tout individu qui usurperait la souveraineté soit à l'instant mis à mort par les hommes libres.

XXVIII. Un peuple a toujours le droit de revoir, de réformer et de changer sa constitution. Une génération ne peut assujétir à ses lois les générations futures.

XXIX. Chaque citoyen a un droit égal de concourir à la formation de la loi, et à la nomination de ses mandataires ou de ses agens.

XXX. Les fonctions publiques sont essentiellement temporaires ; elles ne peuvent être considérées comme des distinctions ni comme des récompenses, mais comme des devoirs.

XXXI. Les délits des mandataires du peuple et de ses agens ne doivent jamais être impunis. Nul n'a le droit de se prétendre plus inviolable que les autres citoyens.

XXXII. Le droit de présenter des pétitions aux dépositaires de l'autorité publique ne peut, en aucun cas, être interdit, suspendu ni limité.

XXXIII. La résistance à l'oppression est la conséquence des autres droits de l'homme.

XXXIV. Il y a oppression contre le corps social, lorsqu'un seul de ses membres est opprimé. Il y a oppression contre chaque membre, lorsque le corps social est opprimé.

XXXV. Quand le gouvernement viole les droits du peuple l'insurrection est pour le peuple, et pour chaque portion du peuple le plus sacré des droits et le plus indispensable des devoirs.

Signé, COLLOT D'HERBOIS président, DURAND, MAILLANE, DUCNS, ME'AULLE, CH DELACROIX, GOSSUIN, P. A. LALOY, Secrétaires.



ACTE CONSTITUTIONNEL.

De la République.

Article premier.

La République française est une et indivisible.

De la distribution du peuple.

II. Le peuple Français est distribué, pour l'exercice de sa souveraineté, en assemblées primaires de cantons.

III. Il est distribué, pour l'administration et pour la justice, en départemens, districts, municipalités.

De l'état des citoyens.

IV. Tout homme né et domicilié en France, âgé de vingt-un ans accomplis;

Tout étranger âgé de vingt-un ans accomplis, qui, domicilié en France depuis une année,

Y vit de son travail;

Ou acquiert une propriété;

Ou épouse une Française.

Ou adopte un enfant ;

Ou nourrit un vieillard ;

Tout étranger enfin , qui sera jugé par le corps
législatif avoir bien mérité de l'humanité,

Est admis à l'exercice des droits de citoyen
Français.

V. L'exercice des droits de citoyen se perd,

Par la naturalisation en pays étranger ;

Par l'acceptation de fonctions ou faveurs émanées
d'un gouvernement non populaire ;

Par la condamnation à des peines infamantes ou
afflictives , jusqu'à réhabilitation.

VI. L'exercice des droits de citoyen est suspendu,

Par l'état d'accusation.

Par un jugement de contumace, tant que le juge-
ment n'est pas anéanti.

De la souveraineté du peuple.

VII. Le peuple souverain est l'universalité des
citoyens Français.

VIII. Il nomme immédiatement ses députés.

IX. Il délègue à des électeurs le choix des admi-
nistrateurs, des arbitres publics, des juges criminels
et de cassation.

X. Il délibère sur les lois.

Des assemblées primaires.

XI. Les assemblées primaires se composent des

citoyens domiciliés depuis six mois dans chaque canton.

XII. Elles sont composées de 200 citoyens au moins, de 600 au plus, appelés à voter.

XIII. Elles sont constituées par la nomination d'un président, de secrétaires, de scrutateurs.

XIV. Leur police leur appartient.

XV. Nul n'y peut paraître en armes.

XVI. Les élections se font au scrutin, ou à haute voix, au choix de chaque votant.

XVII. Une assemblée primaire ne peut, en aucun cas, prescrire un mode uniforme de voter.

XVIII. Les scrutateurs constatent le vote des citoyens qui, ne sachant point écrire, préfèrent de voter au scrutin.

XIX. Les suffrages sur les lois sont donnés par oui, et par non.

XX. Le vœu de l'assemblée primaire est proclamé ainsi: les citoyens réunis en assemblée primaire de . . . au nombre de . . . votans, votent pour ou votent contre à la majorité de . . .

De la représentation nationale.

XXI. La population est la seule base de la représentation nationale.

XXII. Il y a un député en raison de quarante mille individus.

XXIII. Chaque réunion d'assemblées primaires, résultant d'une population de 39,000 à 41,000 âmes, nomme immédiatement un député.

XXIV. La nomination se fait à la majorité absolue des suffrages.

XXV. Chaque assemblée fait le dépouillement des suffrages, et envoie un commissaire pour le recensement général, au lieu désigné comme le plus central.

XXVI. Si le premier recensement ne donne point de majorité absolue, il est procédé à un second appel, et on vote entre les deux citoyens qui ont réuni le plus de voix.

XXVII. En cas d'égalité de voix, le plus âgé a la préférence, soit pour être ballotté, soit pour être élu. En cas d'égalité d'âge, le sort décide.

XXVIII. Tout Français exerçant les droits de citoyen est éligible dans l'étendue de la République.

XXIX. Chaque député appartient à la nation entière.

XXX. En cas de non acceptation, démission, déchéance, ou mort d'un député, il est pourvu à son remplacement par les assemblées primaires qui l'ont nommé.

XXXI. Un député qui a donné sa démission ne peut quitter son poste qu'après l'admission de son successeur.

XXXII. Le peuple français s'assemble tous les ans, le premier mai, pour les élections.

XXXIII. Il y procède, quel que soit le nombre des citoyens ayant droit d'y voter.

XXXIV. Les assemblées primaires se forment extraordinairement, sur la demande du cinquième des citoyens qui ont droit d'y voter.

XXXV. La convocation se fait, en ce cas, par la municipalité du lieu ordinaire du rassemblement.

XXXVI. Ces assemblées extraordinaires ne délibèrent qu'autant que la moitié, plus un, des citoyens qui ont droit d'y voter, sont présens.

Des assemblées électorales.

XXXVII. Les citoyens réunis en assemblées primaires nomment un électeur à raison de deux cens citoyens, présens ou non; deux depuis 301 jusqu'à 400; trois depuis 501 jusqu'à 600.

XXXVIII. La tenue des assemblées électorales et le mode des élections, sont les mêmes que dans les assemblées primaires.

Du corps législatif.

XXXIX. Le corps législatif est un, indivisible et permanent.

XL. Sa session est d'un an.

XLI. Il se réunit le premier juillet.

XLII. L'assemblée nationale ne peut se constituer, si elle n'est composée au moins de la moitié des députés, plus un.

XLIII. Les députés ne peuvent être recherchés, accusés ni jugés en aucun tems, pour les opinions qu'ils ont énoncées dans le sein du corps législatif.

XLIV. Ils peuvent, pour fait criminel, être saisis en flagrant délit; mais le mandat d'arrêt ni le mandat d'amener ne peuvent être décernés contre eux qu'avec l'autorisation du corps législatif.

Tenue des séances du corps législatif.

XLV. Les séances de l'assemblée nationale sont publiques.

XLVI. Les procès-verbaux de ses séances seront imprimés.

XLVII. Elle ne peut délibérer, si elle n'est composée de 200 membres, au moins.

XLVIII. Elle ne peut refuser la parole à ses membres, dans l'ordre où ils l'ont réclamée.

XLIX. Elle délibère à la majorité des présens.

L. Cinquante membres ont le droit d'exiger l'appel nominal.

LI. Elle a le droit de censure sur la conduite de ses membres dans son sein.

LII. La police lui appartient dans le lieu de ses séances, et dans l'enceinte extérieure qu'elle a déterminée.

Des fonctions du corps législatif.

LIII. Le corps législatif propose des lois et rend des décrets.

LIV. Sont compris sous le nom général de loi, les actes du corps législatif concernant :

La législation civile et criminelle ;

L'administration générale des revenus et des dépenses ordinaires de la république ;

Les domaines nationaux ;

Le titre, le poids, l'empreinte et la dénomination des monnoies ;

La nature, le montant et la perception des contributions ;

La déclaration de guerre ;

Toute nouvelle distribution générale du territoire français ;

L'instruction publique ;

Les honneurs publics à la mémoire des grands hommes.

LV. Sont désignés sous le nom particulier de décret, les actes du corps législatif concernant :

L'établissement annuel des forces de terre et de mer ;

La permission ou la défense du passage des troupes étrangères sur le territoire français ;

L'introduction des forces navales étrangères dans les ports de la république ;

Tout changement dans la distribution partielle du territoire français :

Les récompenses nationales.

De la formation de la loi.

LVI. Les projets de loi sont précédés d'un rapport.

LVII. La discussion ne peut s'ouvrir et la loi ne peut être provisoirement arrêtée que quinze jours après le rapport.

LVIII. Le projet est imprimé et envoyé à toutes les communes de la république, sous ce titre : Loi proposée.

LIX. Quarante jours après l'envoi de la loi proposée, si dans la moitié des départemens, plus un, le dixième des assemblées primaires de chacun d'eux, régulièrement formées, n'a pas réclamé, le projet est accepté et devient loi.

LX. S'il y a réclamation, le corps législatif convoque les assemblées primaires.

De l'intitulé des Lois et des Décrets.

LXI. Les lois, les décrets, les jugemens et tous les actes publics sont intitulés : Au nom du peuple Français, Par... de la République Française.

Du Conseil exécutif.

LXII. Il y a un conseil exécutif composé de vingt-quatre membres.

LXIII. L'assemblée électorale de chaque département nomme un candidat. Le corps législatif choisit sur la liste générale les membres du conseil.

LXIV. Il est renouvelé par moitié à chaque législature, dans les derniers mois de sa session.

LXV. Le conseil est chargé de la direction et de la surveillance de l'administration générale. Il ne peut agir qu'en exécution des lois et des décrets du corps législatif.

LXVI. Il nomme, hors de son sein, les agens en chef de l'administration générale de la république.

LXVII. Le corps législatif détermine le nombre et les fonctions de ces agens.

LXVIII. Ces agens ne forment point un conseil. Ils sont séparés, sans rapports immédiats entr'eux. Ils n'exercent aucune autorité personnelle.

LXIX. Le conseil nomme, hors de son sein, les agens extérieurs de la République.

LXX. Il négocie les traités.

LXXI. Les membres du conseil, en cas de prévarication, sont accusés par le corps législatif.

LXXII. Le conseil est responsable de l'inexécution des lois et des décrets, et des abus qu'il ne dénonce pas.

LXXIII. Il révoque et remplace les agens à sa nomination.

LXXIV. Il est tenu de les dénoncer, s'il y a lieu, devant les autorités judiciaires.

Des relations du Conseil exécutif avec le Corps législatif.

LXXV. Le conseil exécutif réside auprès du corps législatif. Il a l'entrée et une place séparée dans le lieu de ses séances.

LXXVI. Il est entendu toutes les fois qu'il a un compte à rendre.

LXXVII. Le corps législatif l'appelle dans son sein, en tout ou en partie, lorsqu'il le juge convenable.

Des Corps administratifs et municipaux.

LXXVIII. Il y a dans chaque commune de la république une administration municipale.

Dans chaque district, une administration intermédiaire.

Dans chaque département, une administration centrale.

LXXIX. Les officiers municipaux sont élus par les assemblées de commune.

LXXX. Les administrateurs sont nommés par les assemblées électorales de département et de district.

LXXXI. Les municipalités et les administrations sont renouvelées tous les ans par moitié.

LXXXII. Les administrateurs et officiers municipaux n'ont aucun caractère de représentation.

Ils ne peuvent, en aucun cas, modifier les actes du corps législatif, ni en suspendre l'exécution.

LXXXIII. Le corps législatif détermine les fonctions des officiers municipaux et des administrateurs, les règles de leur subordination, et les peines qu'ils pourront encourir.

LXXXIV. Les séances des municipalités et des administrations sont publiques.

De la justice civile.

LXXXV. Le code des lois civiles et criminelles est uniforme pour toute la république.

LXXXVI. Il ne peut être porté aucune atteinte au droit qu'ont les citoyens de faire prononcer sur leurs différends par des arbitres de leur choix.

LXXXVII. La décision de ces arbitres est définitive, si les citoyens ne se sont pas réservé le droit de réclamer.

LXXXVIII. Il y a des juges-de-peace élus par les citoyens des arrondissemens déterminés par la loi.

LXXXIX. Ils concilient et jugent sans frais.

XC. Leur nombre et leur compétence sont réglés par le corps législatif.

XCI. Il y a des arbitres publics élus par les assemblées électorales.

XCII. Leur nombre et leurs arrondissemens sont fixés par le corps législatif.

XCIII. Ils connaissent des contestations qui n'ont pas été terminées définitivement par les arbitres privés ou par les juges de paix.

XCIV. Ils délibèrent en public.

Ils opinent à haute voix.

Ils statuent en dernier ressort, sur défenses verbales, ou sur simple mémoire, sans procédures et sans frais.

Ils motivent leurs décisions.

XCV. Les juges de paix et les arbitres publics sont élus tous les ans.

De la justice criminelle.

XCVI. En matière criminelle, nul citoyen ne peut être jugé que sur une accusation reçue par les jurés ou décrétée par le corps législatif.

Les accusés ont des conseils choisis par eux, ou nommés d'office.

L'instruction est publique.

Le fait et l'intention sont déclarés par un juré de jugement.

La peine est appliquée par un tribunal criminel.

XCVII. Les juges criminels sont élus tous les ans par les assemblées électorales.

Du tribunal de cassation.

XCVIII. Il y a pour toute la république un tribunal de cassation.

XCIX. Ce tribunal ne connaît point du fonds des affaires.

Il prononce sur la violation des formes, et sur les contraventions expresses à la loi.

C. Les membres de ce tribunal sont nommés tous les ans par les assemblées électorales.

Des contributions publiques.

CI. Nul citoyen n'est dispensé de l'honorable obligation de contribuer aux charges publiques.

De la trésorerie nationale.

CII. La trésorerie nationale est le point central des recettes et dépenses de la république.

CIII. Elle est administrée par des agens comptables, nommés par le conseil exécutif.

CIV. Ces agens sont surveillés par des commissaires nommés par le corps législatif, pris hors de son sein, et responsables des abus qu'ils ne dénoncent pas.

De la comptabilité.

CV. Les comptes des agens de la trésorerie nationale et des administrateurs des deniers publics sont rendus annuellement à des commissaires responsables, nommés par le conseil exécutif.

CVI. Ces vérificateurs sont surveillés par des commissaires à la nomination du corps législatif, pris hors de son sein et responsables des abus et des erreurs qu'ils ne dénoncent pas.

Le corps législatif arrête les comptes.

Des forces de la république.

CVII La force générale de la république est composée du peuple entier.

CVIII La république entretient à sa solde, même en tems de paix, une force armée de terre et de mer.

CIX. Tous les Français sont soldats; ils sont tous exercés au maniement des armes.

CX. Il n'y a point de généralissime.

CXI. La différence des grades, leurs marques distinctives et la subordination ne subsistent que relativement au service et pendant sa durée.

CXII. La force publique employée pour maintenir l'ordre et la paix dans l'intérieur, n'agit que sur la réquisition par écrit des autorités constituées.

CXIII. La force publique employée contre les ennemis du dehors, agit sous les ordres du conseil exécutif.

CXIV. Nul corps armé ne peut délibérer.

Des conventions nationales.

CXV. Si dans la moitié des départemens, plus un, le dixième des assemblées primaires de chacun d'eux, régulièrement formées, demandent la révision de l'acte constitutionnel, ou le changement de quelques-uns de ses articles, le corps législatif est tenu de convoquer toutes les assemblées primaires de la république, pour savoir s'il y a lieu à une convention nationale.

CXVI. La convention nationale est formée de la même manière que les législatures, et en réunit les pouvoirs,

CXVII. Elle ne s'occupe, relativement à la Constitution, que des objets qui ont motivé sa convocation.

Des rapports de la République française avec les nations étrangères.

CXVIII. Le peuple français est l'ami et l'allié naturel des peuples libres.

CXIX. Il ne s'immisce point dans le gouvernement des autres nations. Il ne souffre pas que les autres nations s'immiscent dans le sien.

CXX. Il donne asyle aux étrangers bannis de leur patrie pour la cause de la liberté.

Il le refuse aux tyrans.

CXXI. Il ne fait point la paix avec un ennemi qui occupe son territoire.

De la garantie des droits.

CXXII. La constitution garantit à tous les Français l'égalité, la liberté, la sûreté, la propriété, la dette publique, le libre exercice des cultes, une instruction commune, des secours publics, la liberté indéfinie de la presse, le droit de pétition, le droit de se réunir en sociétés populaires, la jouissance de tous les droits de l'homme.

CXXIII. La République française honore la loyauté, le courage, la vieillesse, la piété filiale, le malheur. Elle remet le dépôt de sa Constitution sous la sauve-garde de toute les vertus.

CXXIV. La déclaration des droits et l'acte constitutionnel sont gravés sur des tables, au sein du corps législatif, et dans les places publiques.

Signé, COLLOT-HERBOIS, Président; DURAND-MAILLANE, DUCOS, MEAULLE, CH. DELACROIX, GOSSUIN, P. A. LALOY, Secrétaires.

Erklärung der Rechte des Menschen und des Staatsbürgers.

Das französische Volk, überzeugt daß die Vergessung und Verachtung der natürlichen Rechte des Menschen die einzigen Ursachen der Unglücksfälle in der Welt sind, hat sich vorgenommen, in einer feierlichen Erklärung jene heiligen und unveräußerlichen Rechte zu erläutern, damit alle und jede Staatsbürger immer und beständig die Handlungen der Regierung mit dem Endzwecke einer jeden gesellschaftlichen Einrichtung vergleichen können, und sich daher niemals durch die Tyrannei unterdrücken oder verschlechtern lassen; damit ferner das Volk die Grundlage seiner Freiheit, seiner Glückseligkeit immer vor Augen habe, die Obrigkeit die Richtschnur ihrer Pflichten, der Gesetzgeber den Gegenstand seiner Sendung.

Erster Artikel.

Der Zweck der Gesellschaft ist allgemeine Glückseligkeit.

Die Regierung ist eingeführt worden um dem Menschen den Genus seiner natürlichen, und unverjährlichen Rechte zu garantiren.

2. Diese Rechte sind: die Gleichheit, die Freiheit, die Sicherheit, das Eigenthum.

3. Alle Menschen sind sich von Natur und vor dem Gesetze gleich.

4. Das Gesetz ist der freie und feierliche Ausdruck des allgemeinen Willens; es ist ein und dasselbe für alle, zum Schutze sowol als zur Strafe; es kann nichts befelen, als was für die Gesellschaft recht und nützlich ist; Es kann nichts verbieten, als was ihr schädlich ist.

5. Alle Staatsbürger können zu allen öffentlichen Stellen gleichmäßig hinzugelassen werden. Die freien Völker kennen keine andern Beweggründe des Vorzugs in ihren Wahlen als die Tugenden und die Talente.

6. Die Freiheit ist das Vermögen welches dem Menschen zukommt alles das, was nicht den Rechten eines andern nachtheilig ist, zu thun: Sie hat zu ihrem Urgrunde die Natur; zu ihrer Regel die Gerechtigkeit; zur sichern Wache, das Gesetz. Ihre moralische Grenz-

bestimmung ist in jener Maxime enthalten, was du nicht willst das dir die Leute thun, das sollst du ihnen auch nicht thun.

7. Das Recht seine Gedanken und seine Meinungen bekannt zu machen, es sey nun durch den Weg der Buchdruckerey, oder auf eine andere Weise; das Recht sich friedfertig zu versammeln, die freie Ausübung der Gottesverehrungen, können nicht untersagt werden.

Die Nothwendigkeit jene Rechte öffentlich vorzutragen setzt entweder das wirkliche Daseyn oder das frische Andenken des Despotismus voraus.

8. Die Sicherheit besteht in dem Schutze, der von der Gesellschaft einem jeden ihrer Glieder zugestanden wird, zur Erhaltung seiner Person, seiner Rechte und seines Eigenthums.

9. Das Gesetz muß die öffentliche Freiheit und die eines jeden Einzelnen wider die Unterdrückung derjenigen die regieren beschützen.

10. Keiner darf angeklagt, arretirt, noch fest gehalten werden, als in den durchs Gesetz bestimmten Fällen, und nach den Formen, welche es vorgeschrieben hat; ein jeder Staatsbürger der vermöge des Ansehns und der Gewalt des Gesetzes vorgesordert oder gar gegriffen

wird, muß augenblicklich Gehorsam leisten; durch seinen Widerstand macht er sich schuldig.

11. Eine jede Handlung die wider einen Menschen ausser den durchs Gesetz bestimmten Fällen, und ohne die von ihm vorgeschriebenen Formen, ausgeübt wird, ist eigenmächtig und tyrannisch; derjenige, gegen welchen man sie mit Verletzung und Hefigkeit anwenden wollte, hat das Recht sie mit Gewalt zurückzustossen.

12. Diejenigen, so eigenmächtige Handlungen verlangten, ausfertigten, unterzeichneten, vollzogen oder vollziehen ließen, sind schuldvoll, und müssen gestraft werden.

13. Da ein jeder Mensch für unschuldig so lange gehalten wird bis er schuldig erklärt worden, und wenn man es für unvermeidlich findet ihn zu arretiren, so muß doch eine jede Strenge, die nicht nothwendig ist, sich seiner Person zu versichern, ernstlich durchs Gesetz verboten seyn.

14. Keiner muß weder verurtheilt noch gestraft werden, bevor man ihn nicht gehört und gesetzmäßig gefordert, und kraft eines bekanntgemachten Gesetzes, welches vor dem Vergehen schon da gewesen. Das Gesetz, welches vergangene Vergehen bestrafen wollte ehe es noch selbst existirte, würde eine Tyrannei seyn; und

die rückwärtsagirende Wirkung des Gesetzes würde ein Verbrechen seyn.

15. Das Gesetz darf blos Strafen bestimmen, welche genau und offenbar notwendig sind; die Strafen selbst aber müssen dem Verbrechen angemessen und der Gesellschaft nützlich seyn.

16. Das Recht des Eigentums, welches einem jeden Staatsbürger zukommt, besteht darinne, ganz nach seinem Belieben mit seinem Vermögen, mit seinen Einkünften, mit der Frucht seiner Arbeit, und seiner Industrie zu schalten.

17. Der Industrie der Staatsbürger kann keine Art der Arbeit, der Anbauung, des Handels untersagt werden.

18. Jeder Mensch kann seine Dienste und seine Zeit verdingen, allein er kann sich nicht verkaufen noch verkauft werden. Seine Person ist kein veräußerliches Eigentum. Das Gesetz erkennt kein anderes Dienstverhältniß als ein gegenseitiges Versprechen der Mithwaltung und der Erkenntlichkeit zwischen den Menschen, der arbeitet, und dem, der ihn dazu gebraucht.

19. Niemanden kann der geringste Theil seines Eigentums, ohne seine Einwilligung entzogen werden, es müßte denn seyn, daß die öffentliche und gesetzmäßig bestimmte Notwendig-

keit es erforderte, und unter der Bedingung einer gehörigen und einstweiligen Entschädigung.

20. Kein Beitrag kann ausgeschrieben werden, als bloß für die allgemeine Nutzbarkeit. Alle Staatsbürger müssen bei Ausschreibung der Beiträge mit hinzugezogen werden, über deren Anwendung wachen, und sich davon Rechnung ablegen lassen.

21. Die öffentlichen Geldunterstützungen sind eine heilige Schuld. Die Gesellschaft ist den unglücklichen Staatsbürgern Unterhalt schuldig, es sey nun daß sie ihnen Arbeit verschaffet, oder daß sie denenjenigen, so ganz außer Stand sind zu arbeiten, die Mittel ihrer Existenz sichert.

22. Der Unterricht ist das Bedürfniß aller. Die Gesellschaft muß nach allem ihrem Vermögen den Fortgang der allgemeinen Vernunft und Aufklärung befördern, und den Unterricht der Fassungskraft aller Staatsbürger anpassen.

23. Die gesellschaftliche Gewährleistung besteht in der Wirkung aller, um einem jeden den Genuß und die Erhaltung seiner Rechte zu versichern; diese Gewährleistung beruht auf der National souveränität.

24. Sie kann nicht existiren, wenn die Grenzen der öffentlichen Amtsverrichtungen nicht deutlich durchs Gesetz bestimmt sind, und

wenn man der Verantwortlichkeit aller Beamten nicht versichert ist.

25. Die Souveränität beruht auf dem Volke. Sie ist eins und unteilbar, unverjährlich und unveräußerlich.

26. Kein einzelner Teil des Volks kann die Macht des ganzen Volks ausüben; aber eine jede Sekzion des Souveräns, wenn sie versammelt ist, muß des Rechts genießen ihre Willensmeinung mit einer ganz vollkommenen Freiheit auszudrücken.

27. Jeder einzelne Mensch, der sich die Souveränität anmaßen würde, muß sogleich von freien Menschen getödet werden.

28. Ein Volk hat immer das Recht seine Konstitution durchzusehen, zu verbessern und zu verändern. Ein Menschengeschlecht kann die künftigen seinen Gesetzen nicht unterwerfen.

29. Jeder Staatsbürger hat gleiches Recht an der Abfassung des Gesetzes an der Ernennung seiner Stellvertreter, seiner Geschäftsträger und seiner Agenten Teil zu nehmen.

30. Die öffentlichen Amtsverwaltungen sind wesentlich nur auf eine gewisse Zeit; sie können nicht als ausgezeichnete Vorzüge, noch

als Belohnungen angesehen werden, sondern als Pflichten.

31. Die Vergehungen der Geschäftsträger des Volks und seiner Agenten dürfen nie ungestraft bleiben. Keiner hat das Recht zu verlangen, er sey unverletzlicher als die andern Staatsbürger.

32. Das Recht, Petitionen den Aufbe-
wahrern der öffentlichen Macht und Gewalt zu präsentiren, kann in keinem Falle untersagt, aufgeschoben, noch auch begrenzt werden.

33. Der Widerstand gegen Unterdrückung ist die Folge der übrigen Rechte des Menschen.

34. Schon das ist Unterdrückung gegen das Gesellschaftskorps, wenn ein einziges seiner Glieder unterdrückt ist. Auch ist es Unterdrückung gegen jedes Mitglied, wenn das Gesellschaftskorps unterdrückt ist.

35. Wenn die Regierung die Rechte des Volks verletzt, so ist der Aufstand für das ganze Volk und für jede Porzion desselben das allerheiligste Recht und die unvermeidlichste Pflicht.

Unterzeichnet, Collot Herbois, Präsi-
dent, Dürand, Maillane, Ducos,
Meaulle, Ch. Delacroix, Gos-
suin, M. A. Laloy, Sekretäre.

Konstitutionsakte.

Von der Republik.

Erster Artikel.

Die Französische Republik ist eins und unteilbar.

Von der Einteilung des Volks.

2. Das französische Volk ist zur Ausübung seiner Souverainität in Urversammlungen der Kantons,

3. Und wegen der Verwaltung und Justiz in Departementer, Distrikte und Municipalitäten eingeteilt.

Von der Eigenschaft der Staatsbürger.

4. Jedermann, wer in Frankreich geboren und wonhaft ist, und volle 21 Jahre hat;

Jeder Fremde, welcher ebenfalls 21 volle Jahre alt, und seit einem Jahre in Frankreich wonhaft ist.

Daselbst von seiner Arbeit lebt;
 Oder sich ein Eigentum erwirbt;
 Oder eine Französin heiratet;
 Oder ein Kind annimmt;
 Oder einen Greis ernährt:

Kurz, Jeder Fremde, von welchem das gesetzgebende Corps urtheilen wird, daß er sich um das menschliche Geschlecht wol verdient gemacht hat, —

Wird zur Ausübung der Rechte eines französischen Staatsbürgers zugelassen.

5. Die Ausübung der Rechte eines Staatsbürgers wird verloren,

Durch Naturalisirung in einem fremden Lande;

Durch Annahme von Amtsverrichtungen oder Gunstbezeugungen, so von einer Regierung erlangt werden, die nicht Volksregierung ist;

Durch die Verurteilung zu entehrenden, oder gar zu Lebensstrafen, bis zur völligen Freisprechung davon und Wiedereinsetzung in vorigen Stand.

6. Die Ausübung der Rechte eines Staatsbürgers wird suspendirt,

Durch den Anklagestand;

Durch ein Urtheil in contumaciam, so lange dies Urtheil nicht aufgehoben ist.

Von der Souveränität des Volks.

7. Das souveräne Volk ist die ganze Masse der französischen Staatsbürger.

8. Es ernennt seine Deputirten unmittelbar.

9. Es trägt Wal Männern die Wal der Administratoren, der öffentlichen Schiedsrichter, der peinlichen und Oberappellationsrichter auf.

10. Es stellt Deliberationen über die Gesetze an.

Von den Urversammlungen.

11. Die Urversammlungen bestehen aus Staatsbürgern, die seit sechs Monaten in einem jeden Kantone wohnhaft sind.

12. Sie sind aus 200 Staatsbürgern wenigstens zusammengesetzt, höchstens aus 600, die zum Stimmgeben aufgefördert werden.

13. Sie werden durch Ernennung eines Präsidenten, der Sekretärs und der Scrutatoren konstituiert.

14. Ihre Polizey gehört für sie.

15. Niemand kann in denselben bewaffnet erscheinen.

16. Die Wale geschehen durchs Scrutinium, oder auch laut, nach dem Auslesen eines jeden Stimmgebenden.

17. Eine Urversammlung kann, in keinem Falle, eine gleichförmige Art und Weise, wie man seine Stimme geben soll, vorschreiben.

18. Die Scrutatoren bestätigen die Stimme der Staatsbürger, welche, da sie nicht schreiben können, lieber durch das Scrutinium ihre Stimmen geben wollen.

19. Die Stimmen über die Gesetze werden durch Ja oder durch Nein gegeben.

20. Die Willensmeinung der Urversammlung wird auf folgende Art bekannt gemacht: die in Urversammlung vereinigten Staatsbürger von N. N. an der Zal nachdem sie ihre Stimmen gegeben, stimmen für oder stimmen wider, nach der größern Zal von

Von der Nationalrepräsentirung.

21. Die Volksmenge ist die einzige Grundlage der Nationalrepräsentirung.

22. Auf vierzigtausend Individuen rechnet man einen Deputirten.

23. Die Vereinigung zu Urversammlungen, die aus einer Volksmenge von 39000 bis 41000 Seelen bestehet, ernennet unmittelbar einen Deputirten.

24. Die Ernennung geschieht nach der absolut größern Anzahl der gegebenen Stimmen.

25. Eine jede Versammlung zält ihre gege-

benen Stimmen durch, und schickt einen Kommissär zur allgemeinen Wiederdurchzählung an den Ort, welchen man als den am meisten im Centro gelegenen Ort angibt.

26. Wenn bei der ersten Wiederdurchzählung der Stimmen sich keine absolute Stimmenmehrheit ergibt, so schreitet man zu einem zweiten Aufruf, und dann sammelt man die Stimmen über die beiden Staatsbürger wieder von neuen, welche das erstemal die meisten Stimmen für sich hatten.

27. In dem Falle daß die Stimmen geteilt sind, hat der älteste den Vorzug, es mag nun ballottirt oder zur wirklichen Wahl geschritten werden. Sind sie einander an Alter gleich, so entscheidet das Loos.

28. Ein jeder Franzose, der die Rechte des Staatsbürgers ausübt, ist, im ganzen Umfange der Republik, wahlfähig.

29. Jeder Deputirte gehört der ganzen Nation zu.

30. Im Falle daß ein Deputirter die Stelle nicht annehmen, sie niederlegen, sie einbüßen oder wol gar sterben sollte, so haben die Urversammlungen, die ihn darzu ernannten, schon für dessen Ersetzung gesorgt.

31. Ein Deputirter, der seine Stelle niedergelegt hat, kann seinen Posten nicht eher

verlassen, als bis sein Nachfolger bereits eingeführt ist.

32. Das französische Volk versammelt sich alle Jahre, am ersten May, zu den Walen.

33. Es schreitet zu den Walen, die Anzahl der Staatsbürger, welche bei denselben ihre Stimmen zu geben haben, mag auch seyn, welche sie wolle.

34. Die Urversammlungen formiren sich außerordentlich, wenn das Fünftel der Staatsbürger, welche das Recht in denselben zu votiren haben, es verlangt.

35. In diesem Falle geschieht die Zusammenberufung durch die Municipalität des gewöhnlichen Versammlungsortes.

36. Diese außerordentlichen Versammlungen deliberiren nicht eher, als bis ein Staatsbürger, von denen welche das Recht darinnen zu votiren haben, über die Hälfte mehr gegenwärtig da ist.

Von den Walversammlungen.

37. Die in Urversammlungen vereinigten Staatsbürger ernennen einen Walmann nach dem Verhältnisse von 200 Bürgern, sie mögen gegenwärtig seyn oder nicht; Zwen von 301 bis auf 400; drey von 501 bis auf 600.

38. Wie die Walversammlungen gehalten

werden, und die Art und Weise der Wahlen selbst, ist eben so wie in den Urversammlungen.

Vom gesetzgebenden Korps.

39. Das gesetzgebende Korps ist eins, untheilbar und fortdauernd.

40. Die Sitzung desselben dauert ein Jahr lang.

41. Es vereinigt sich zusammen am ersten Julius.

42. Die Nationalversammlung kann sich nicht konstituiren, wenn sie nicht wenigstens aus einem mehr als die Hälfte der Deputirten besteht.

43. Die Deputirten können zu keiner Zeit wegen der Meinungen, so sie öffentlich im Schooße des gesetzgebenden Korps vorgetragen haben, belangt, angeklagt oder gerichtet werden.

44. Sie können in Criminalsachen auf frischer That in Verhaft genommen werden, allein weder der Verhaftbefehl noch der Befehl sie wegzubringen können gegen sie anders, als durch des gesetzgebenden Korps Autorisation, beschlossen werden.

Haltung der Sitzungen des gesetzgebenden Korps.

45. Die Sitzungen der Nationalversammlung geschehen öffentlich.

46. Die Verbalprozesse ihrer Sitzungen sollen gedruckt werden.

47. Sie kann nicht deliberiren, wenn sie nicht wenigstens aus 200 Mitgliedern besteht.

48. Sie kann ihren Gliedern das Wort in der Ordnung, in der sie es gefordert haben, nicht versagen.

49. Sie deliberirt nach der größern Mehrheit der gegenwärtigen Glieder.

50. Fünfzig derselben haben das Recht die namentliche Aufrufung zu verlangen.

51. Sie hat das Censurrecht über die Auf-
führung ihrer Glieder in ihrem Schooße.

52. Die Polizey in dem Orte ihrer Sitzungen gehört ihr zu, so wie auch in dem äussern Umfange, den sie genau bestimmt hat.

Von den Amtsverrichtungen des gesetzgebenden Korps.

53. Das gesetzgebende Korps schlägt Gesetze vor und gibt Dekrete.

54. Unter dem allgemeinen Namen des Gesetzes werden die Verhandlungen des gesetzgebenden Korps verstanden, welche betreffen:

Die bürgerliche und peinliche Gesetzgebung ;

Die allgemeine Verwaltung der gewöhnlichen Einnahmen und Ausgaben der Republik.

Die Nationaldomänen;

Den Gehalt, das Gewicht; das Gepräge
und die Benennung der Münzsorten;

Die Natur, den Betrag, und die Erhebung
der Beiträge;

Die Kriegserklärung;

Eine jede neue allgemeine Einteilung des
französischen Landes;

Den öffentlichen Unterricht;

Die öffentlichen Ehrenbezeugungen zum An-
denken großer Männer.

55. Mit dem besondern Namen der *De-
crete* werden bezeichnet die Verhandlungen des
gesetzgebenden Korps, welche betreffen;

Die jährliche Anstellung der Land- und
Seemacht;

Die Erstattung oder Verweigerung des
Durchzugs fremder Truppen durchs französische
Gebiet;

Das Einlaufen fremder Seemächte in die
Häven der Republik.

Die Massregeln der allgemeinen Ruhe und
Sicherheit;

Die jährliche und tägliche Verteilung der
Unterstützungsgelder und öffentlichen Arbeiten;

Die Verordnungen zur Verfertiigung von
Münzen aller Art;

Die unvorhergesehenen und außerordentlichen Ausgaben;

Das bei einer Verwaltung, in einer Gemeinde, bei einer Art öffentlicher Arbeiten lokale und besondere Maas;

Die Verteidigung des Gebiets;

Die Ratifikation der Traktaten;

Die Ernennung und Absetzung der Oberbefehlshaber der Armeen;

Die Ausübung der Verantwortlichkeit der Mitglieder des Conseil und der öffentlichen Beamten;

Die Anklage derer, die man der Verschwörungen gegen die allgemeine Sicherheit der Republik beschuldigt;

Jede Veränderung in der nur einen Teil des französischen Gebiet betreffenden Einteilung;

Die Nationalbelohnungen.

Von der Formirung des Gesetzes.

56. Vor den Entwürfen zu Gesetzen geht ein Bericht vorher.

57. Nicht eher, als vierzehn Tage nach dem Berichte, kann die Untersuchung eröffnet, und die Artikel vorläufig beschlossen werden.

58. Das Projekt wird gedruckt und an alle

Gemeinden der Republik unter dem Titel: Vorgeslagenes Gesetz, geschickt.

59. Wenn in vierzig Tagen nach Versendung des vorgeschlagenen Gesetzes in mehr als einem der Hälfte der Departementer der zehnte Theil der regelmäßig formirten Urversammlungen eines jeden unter ihnen keine Einwendungen gemacht hat, so ist das Projekt angenommen, und wird Gesetz.

60. Wenn Einwendung erfolgt ist, so beruft das gesetzgebende Korps die Urversammlungen zusammen.

Von der Bekanntmachung der Gesetze und Dekrete.

61. Die Gesetze, die Dekrete, die Urtheile und alle öffentliche Verhandlungen werden überschrieben: Im Namen des französischen Volks, im Jahre der französischen Republik.

Vom vollziehenden Rathe.

62. Der Vollziehungsrath besteht aus 24 Mitgliedern.

63. Die Walversammlung eines jeden Departements ernennet einen Kandidaten. Das

gesetzgebende Korps wählt aus dem allgemeinen Verzeichnisse die Glieder des Conseil.

64. Die Hälfte derselben wird bei jeder Legislatur, in den letzten Monaten ihrer Sitzung, erneuert.

65. Dem Conseil ist die Direktion und Aufsicht über die allgemeine Verwaltung übertragen. Es kann blos auf Geheiß und in Vollziehung der Gesetze und der Dekrete des gesetzgebenden Korps agiren.

66. Es ernennet, ausserhalb seinem Schoosse, die obersten Agenten der allgemeinen Verwaltung der Republik.

67. Das gesetzgebende Korps bestimmt die Anzahl und die Berrichtungen dieser Agenten.

68. Diese Agenten formiren kein Conseil. Sie sind abgesondert, ohne unmittelbare Beziehung unter einander. Sie üben keine persönliche Gewalt aus.

69. Das Conseil ernennet, ausserhalb seinem Schoosse, die auswärtigen Geschäftsträger der Republik.

70. Es tritt in Unterhandlungen.

71. Die Mitglieder des Conseil werden im Fall der Untreue von dem gesetzgebenden Korps angeklagt.

72. Das Conseil ist wegen der Nichterfüllung der Gesetze und der Dekrete, so wie

auch wegen der Mißbräuche, die es nicht denunzirt, verantwortlich.

73. Es setzt die Agenten und ernennt andere an ihre Stelle.

74. Wenn sich der Fall ereignet, muß es sie bei den gewöhnlichen Gerichten denunziren.

Von den Beziehungen des Vollziehungsrathes auf das gesetzgebende Korps.

75. Der Vollziehungsrath residirt bei dem gesetzgebenden Korps. Er hat Zutritt und einen abgesonderten Platz in dem Orte der Sitzungen desselben.

76. Er wird allemal gehört, so oft er Rechenschaft abzulegen hat.

77. Das gesetzgebende Korps fordert ihn ganz oder zum Theil in seine Versammlung, so oft es dieses für gut befindet.

Vom Verwaltungs- und Munizipalkorps.

78. In jeder Gemeinde der Republik ist eine Munizipalverwaltung.

In jedem Distrikte eine Zwischenverwaltung.

In jedem Departemente ist eine Centralverwaltung.

79. Die Munizipalbeamten werden durch die Gemeindeversammlungen erwählt.

80. Die Administratoren werden durch die

Walversammlungen des Departements und des Distrikts ernannt.

81. Die Municipalitäten und die Administrationen werden alle Jahre zur Hälfte erneuert.

82. Die Administratoren und Municipalbeamten haben keinen repräsentirenden Charakter.

Sie können in keinem Falle die Verhandlungen des gesetzgebenden Korps abändern noch auch ihre Vollziehung verschieben.

83. Das gesetzgebende Korps bestimmt die Berrichtungen den Municipalbeamten und der Administratoren, die Regeln ihrer Subordination, und die Strafen, deren sie sich schuldig machen können.

84. Die Sitzungen der Municipalitäten und der Verwaltungen geschehen öffentlich.

Von der Civiljustiz.

85. Das Civil- und Criminalgesetzbuch soll für die ganze Republik einformig seyn.

86. Das Recht, welches die Staatsbürger haben, über ihre Mischelligkeiten durch Schiedsrichter von ihrer eignen Wal Aussprüche thun zu lassen, kann im geringsten nicht beeinträchtigt werden.

87. Die Entscheidung dieser Schiedsrichter ist definitiv, wenn sich die Staatsbürger nicht das Recht der Einwendung vorbehalten haben.

88. Es gibt auch Friedensrichter, welche von den Staatsbürgern der Bezirke, die durchs Gesetz bestimmt sind, erwählt werden.

89. Sie bringen die Sachen zum Vergleiche, und richten ohne Kosten.

90. Ihre Anzahl und ihre Kompetenz wird durch das gesetzgebende Korps regulirt.

91. Es gibt auch öffentliche Schiedsrichter, so von den Walversammlungen erwählt sind.

92. Ihre Anzahl und ihre Bezirke sind von dem gesetzgebenden Korps bestimmt.

93. Zu ihrem Verspruche kommen die Streitigkeiten, welche durch die Privatschiedsrichter, und durch die Friedensrichter nicht gänzlich abgethan worden.

94. Sie deliberiren öffentlich.

Sie geben ihre Meinung laut von sich.

Sie sprechen in letzter Instanz über mündliches Anbringen, oder über ein bloßes Pro-Memoria, ohne Prozeß und ohne Kosten.

Sie geben auch Entscheidungsgründe an.

95. Die Friedensrichter und die öffentlichen Schiedsrichter werden jährlich gewählt.

Von der Criminaljustiz.

96. In Criminalsachen kann kein Staatsbürger anders als auf eine von dem Geschwornen em-

pfangene oder von dem gesetzgebenden Korps dekretirte Anklage gerichtet werden.

Die Beklagten haben von ihnen selbst erwählte oder von Amtswegen ernannte Consulanten.

Die Instruirung des Prozesses geschieht öffentlich.

Die Thatsache und die Absicht werden von einem Geschwornen des Gerichts auseinandergesetzt.

Die Strafe wird durch ein Criminalgericht erteilt.

97. Die Criminalrichter werden alle Jahre von den Walversammlungen gewählt.

Vom Kassirungstribunal.

98. Für die ganze Republik ist nur ein Kassirungstribunal. (Oberappellationsgericht.)

99. Dieß Tribunal erkennt nicht in der Sache selbst.

Es thut nur seinen Ausspruch über die Verletzung der Formen und ausdrücklichen Vergehungen gegen das Gesetz.

100. Die Mitglieder dieses Tribunals werden alle Jahre von den Walversammlungen ernannt.

Von den öffentlichen Beiträgen.

101. Kein Staatsbürger ist von der ehrenhaften Verbindlichkeit frei zu den öffentlichen Lasten beizutragen.

Vom Nationalschatz.

102. Der Nationalschatz ist der Mittelpunkt der Einnahme und Ausgabe der Republik.

103. Er wird von verantwortlichen Agenten, die der vollziehende Rath ernimmt, verwaltet.

104. Diese Agenten stehen unter der Aufsicht von Kommissarien, die von dem gesetzgebenden Korps ausser ihrer Mitte ernannt werden, und wegen nicht angezeigter Misbräuche verantwortlich sind.

Von der abzulegenden Rechenschaft.

105. Die Agenten des Nationalschatzes und die Verwalter der öffentlichen Gelder legen jährlich Rechnung ab an verantwortliche Kommissarien, die vom Vollziehungsrathe ernannt werden.

106. Diese Rechnungsberichtiger stehen wie der unter der Aufsicht von Kommissarien, die von dem gesetzgebenden Korps ausser ihrer Mitte ernannt werden, und für alle nicht angezeigte Misbräuche und Irrthümer verantwortlich sind.

Das gesetzgebende Korps schließt die Rechnungen ab.

Von der Macht der Republik.

107. Die all gemeine Macht der Republik wird vom ganzen Volke zusammengesetzt.

108. Die Republik unterhält selbst in Friedenszeiten eine bewaffnete Land- und Seemacht in ihrem Solde.

109. Alle Franzosen sind Soldaten; alle werden sie in den Waffen geübt.

110. Es ist kein Generalissimus.

111. Der Unterschied der Grade, ihre Unterscheidungszeichen und die Subordinazion haben nur in Beziehung auf den Dienst und während seiner Dauer statt.

112. Die öffentliche Macht, so zur Aufrechterhaltung der Ordnung und des innerlichen Friedens gebraucht wird, agirt: blos auf schriftliche Requisition der konstituirten Gewalten.

113. Wenn die öffentliche Macht gegen auswärtige Feinde gebraucht wird, so agirt sie unter den Befehlen des Vollziehungsrathes.

114. Kein bewaffnetes Korps kann Schlüsse fassen,

Von den Nationalkonventen.

115. Wenn in der um eins größern Hälfte der Departementer der zehnte Teil regelmäßig formirter Urversammlungen die Revision der Konstitutionsakte, oder die Veränderung einiger von ihren Artikeln verlangt: so ist das gesetzgebende Korps verbunden, alle Urversammlungen

der Republik zusammen zu rufen, um zu wissen, ob ein Nationalkonvent statt haben kann.

116. Der Nationalkonvent wird auf eben die Art wie die Legislaturen formirt, und vereinigt ebenfalls ihre volle Gewalt in sich.

117. Er beschäftigt sich blos mit den Gegenständen, die, in Bezug auf die Konstitution, seine Zusammenberufung veranlaßt und bestimmt haben.

Von den Verhältnissen der französischen Republik mit fremden Nationen.

118. Das französische Volk ist Freund und natürlicher Bundesgenosse der freien Völker.

119. Es mischt sich ganz und gar nicht in die Regierung anderer Nationen; es leidet aber auch nicht, daß andere Nationen sich in die Seinige mischen.

120. Es gibt den wegen der Freiheit aus ihrem Vaterlande verbannten Fremden eine Freistädte.

Es versagt sie hingegen den Tyrannen.

121. Es macht keinen Frieden mit einem Feinde, der dessen Gebiet besetzt hat.

Von der Garantie der Rechte.

122. Die Konstitution garantirt allen Franzosen

die Gleichheit, die Freiheit, die Sicherheit, das Eigentum, die öffentliche Staatsschuld, die freie Ausübung einer jeden Gottesverehrung, einen gemeinschaftlichen Unterricht, öffentliche Geldunterstützungen, die unbegrenzte Pressfreiheit, das Petitionsrecht, das Recht sich in Volksgesellschaften zu vereinigen, den Genuß aller Rechte des Menschen.

123. Die französische Republik ehrt die Redlichkeit, die Herzhaftigkeit, das Alter, die kindliche Liebe, das Unglück. Sie überläßt die Aufbewahrung ihrer Konstitution der Obhut aller Tugenden.

124. Die Erklärung der Rechte und die Konstitutionsakte werden in Tafeln eingegraben, um in der Mitte des gesetzgebenden Korps und an öffentlichen Orten aufgestellt zu werden.

Unterzeichnet, Collot-Herbois, Präsident,
Durand Maillane, Ducos,
Meaume, Ch. Delacroix, Gossuin,
P. A. Laloy, Sekretaire.